



Paris, le 19 novembre 2019

Mme Elisabeth Borne
Ministre de la Transition écologique et solidaire
246, Boulevard Saint Germain
75700 PARIS

Mme Jacqueline Gourault
Ministre de la Cohésion des Territoires et des
Relations avec les Collectivités Territoriales
72, Rue de Varenne
75700 PARIS

Objet : Préavis de grève

N. Réf. : JH/JH 19412

LR/AR

Mesdames les Ministres,

Conformément aux dispositions prévues par la loi du 13 juillet 1983, nous vous informons que notre organisation, la Fédération Force Ouvrière de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS-FO) dépose par le présent courrier un préavis de grève couvrant les personnels de vos services, de vos établissements ainsi que ceux des DDI à compter du 5 décembre 2019 pour une durée indéterminée.

Au préalable, notre organisation dénonce les méthodes utilisées par le gouvernement pour essayer de dissimuler les régressions d'un passage à une retraite par point :

- « Méthodes » du grand débat assimilable à du diktat social,
- Débat sur l'immigration pour essayer de diviser les travailleurs selon leurs origines et les détourner du sujet des retraites,
- Simulations mensongères du rapport Delevoye.

Le projet de réforme de retraite unicitaire vise une régression sans précédent et une remise en cause du salaire différé. Les salariés n'auraient plus des droits selon ce qu'ils ont cotisé, mais des points sans aucune garantie de la valeur. Par ailleurs, les réserves des caisses particulières et complémentaires seraient confisquées par l'Etat. L'arbitraire du maintien de la part des pensions à 14% du PIB avec une augmentation du nombre de retraités aura pour conséquence inéluctable de baisser nos retraites, de faire partir plus tard les salariés et donc de baisser leur espérance de vie en bonne santé. L'objectif recherché est simple : baisser la part de la rémunération du travail via la baisse des retraites par répartition, au profit du capital en développant les systèmes par capitalisation. Nous estimons que tous les secteurs, privé-public, seront touchés par cette contre-réforme.

En conséquence, nous revendiquons le retrait du projet gouvernemental pour la mise en place d' « un système universel de retraites ».

Compte tenu de l'aménagement du temps de travail et de l'organisation des services, cette grève pourra commencer, pour certains agents, le 4 décembre 2019.

Veuillez agréer, Mesdames les Ministres, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Secrétaire général

Signé
Jean Hédou